

Le paysage agricole du Québec et la solidarité alimentaire mondiale

Les échecs de l'OMC en juillet dernier et les enjeux du libre-échange de la nourriture

À l'heure où nos sociétés prennent pleinement conscience des problèmes environnementaux mettant en péril l'avenir de l'humanité, au moment où les données concernant les changements climatiques nous pressent d'agir pour une réduction de nos émissions de gaz carbonique, nous voici dans une conjoncture où les négociations pour augmenter la compétitivité mondiale des aliments échoue. Lors du dernier cycle de négociation de l'OMC à Doha qui s'est terminé en cette fin de juillet, les pays ne sont pas arrivés à une entente commune pour étendre le marché de la nourriture à la logique habituelle de cette organisation, soit de déréguler et effacer les « contraintes » du marché pour favoriser la libre circulation des « marchandises », y compris la nourriture.

Les dignitaires canadiens sont déçus, l'ancien Premier Ministre Paul Martin nous rappelle l'importance d'améliorer l'accès au commerce mondial des denrées alimentaires et de diminuer les entraves tarifaires, alors que de l'autre côté les producteurs alimentaires canadiens poussent des soupirs de soulagements. Les pays sous-développés seraient les grands perdants de ces négociations, les barrières tarifaires des pays occidentaux seraient des entraves post-coloniales empêchant un réel déploiement du commerce de l'agro-industrie permettant aux pays sous-développés de sortir ses populations de la famine...?

Protéger la souveraineté alimentaire de qui?

Comment s'y retrouver dans tout cela alors même que les principes chers à l'UPA (Union des Producteurs Agricoles du Québec) semblent critiqués tant par l'OMC que par l'Union Paysanne, un mouvement qui est loin de prôner la libéralisation des marchés? Comment prendre le parti des pays en développement lorsque ceux-ci exigent fondamentalement deux choses aux pays industrialisés, soit la fin des exportations subventionnées venant ruiner leurs économie agricoles, et la fin des barrières tarifaires (comme le système de gestion de l'offre au Québec ou la Politique agricole commune de l'Union Européenne) pour permettre à ces pays d'exporter d'avantage chez nous?

Il semble que le concept de souveraineté alimentaire doit absolument être démystifié en cette période de pression et de transition où l'agriculture au Québec est considérée en crise et où nos producteurs sont sur la corde raide pour leur survie. « Souveraineté alimentaire » ne se réfère pas uniquement à notre production québécoise qui doit survivre en oubliant le reste du monde. S'il y a en moyenne six fermes au Québec qui s'éteignent par semaine et qu'il ne reste qu'environ 30 000 des 100 000 fermes existantes depuis 1950, combien de paysans de par le monde doivent quitter la terre sur laquelle ils travaillent pour aller agrandir les bidonvilles? Par exemple, la population de Mexico est passée de 3,5 millions d'habitants en 1950 à 21 millions en 1990 (Bibeau, 1997 : 283). À ce titre, comment ne pas se rappeler que la faim dans le monde est largement le fait d'une inégale redistribution des terres appartenant à de grands propriétaires terriens ou des multinationales? Comment également ne pas se rappeler que l'agro-industrie au sud est souvent mise au service des besoins du nord (production de coton et exportation d'une grande partie de la production alimentaire vers les marchés lucratifs du nord)?

La situation des pays en développement

Selon la conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural : « Neuf cent millions de personnes environ – les trois quarts des pauvres du monde – vivent en milieu rural et dépendent pour leur survie de l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles. » Pour les tenants du commerce mondial (dont l'OMC, la Banque Mondiale ainsi que Michael Fortier et Gerry Ritz, les deux ministres du gouvernement canadien chargés de participer aux négociations de l'OMC), la situation idéale serait donc de permettre une plus grande libéralisation du commerce. De cette façon, les pays du sud pourraient exporter davantage de nourriture vers le nord et ainsi accroître leur revenu, cette richesse profitant éventuellement aux personnes les plus affamées. Pour le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, cet échec décevant ne l'empêchera pas de « travailler à l'instauration d'un système commercial plus juste. » (Le Devoir, 30 juillet 2008), Or, un tel système est-il vraiment plus juste

lorsque les profits d'exportation sont accaparés par les multinationales?

En contrepartie, plusieurs organisations non gouvernementales croient que de plus grands efforts vers une souveraineté alimentaire doivent se déployer maintenant afin de permettre aux paysans des pays pauvres de se réapproprier les terres qui leur permettront d'augmenter leurs revenus et même d'augmenter la productivité agricole de certaines régions (notamment celles qui ne sont pas utilisées par les propriétaires terriens)¹. S'agit-il d'enrichir les transnationales ou les petits paysans? Ces derniers doivent-ils miser sur une production d'exportation ou bien nourrir leur population? Pour les pays du sud, plusieurs groupes se battent depuis des années pour faire de la réforme agraire une réalité. « Depuis la tenue de la Conférence Mondiale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, en 1979, des appels répétés ont été exprimés pour aider les pauvres à obtenir de façon sûre un accès à la terre et aux ressources, telles que les technologies, le crédit, les intrants et la commercialisation (Conférence Mondiale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural). » C'est ainsi que la réforme agraire a pour but principal de permettre une meilleure répartition des terres arable à la population, tout en facilitant l'accès à des technologies et du financement permettant à ces paysans de tirer également leur épingle de tout cela. Malheureusement, force est de constater que la recherche et le financement pour augmenter la production vivrière (i.e. celle destinée à l'alimentation locale et nationale) a été remplacée par celle concernant les cultures d'exportation.

Que se passe-t-il au Québec?

Il ne s'agit pas de savoir qui doit être avantagé entre les producteurs d'ici et les paysans du sud, mais bien de savoir comment la justice sociale doit s'incruster dans l'agroalimentaire pour ne pas que la logique économique continue de détruire l'environnement et la paysannerie, ici comme ailleurs. C'est ainsi que la voie vers une plus grande souveraineté alimentaire pour les pays du nord nous apparaît différente de celle des pays du sud, et pourtant nous sommes à une étape cruciale où il nous faut réconcilier les deux perspectives si nous ne voulons pas sombrer dans la même logique que les représentants gouvernementaux présents à l'OMC. Il s'agit de comprendre les causes communes qui soudent nos différences car malgré celles-ci, de nombreuses similarités existent en ce qui a trait à préserver un mode de vie rural près des gens et respectueux de l'écologie.

Que propose-t-on au Québec? À l'issue de la consultation publique ayant eu lieu l'année passée concernant l'avenir de l'agriculture au Québec, le rapport de la CAAAQ (Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire) propose bon nombre de solutions qui vont dans le sens d'un assouplissement des mécanismes de la gestion de l'offre, et non sa disparition. Le but recherché serait de permettre aux petits producteurs de tirer leur épingle du jeu et en permettant au paysage agroalimentaire québécois de survivre dans des conditions de production plus respectueuses de l'environnement. Ces suggestions, également prônées par l'Union paysanne, vont de pair avec leur projet d'éliminer le monopole syndical de l'UPA qui ne représente pas les intérêts des petits producteurs voués au maintien d'un mode de vie paysan. À cet égard, nous pouvons constater dans quelle optique des mouvements sociaux issus du nord peuvent se sentir solidaires de la situation au sud, critiquer le modèle de l'OMC et par le fait même remettre en question le paradigme de la (sur)production alimentaire industrielle subventionnée surtout pour les gros joueurs au dépend des petits producteurs d'ici comme ailleurs.

La crise alimentaire vis-à-vis l'essoufflement de la Terre

Face à ce constat, nous pouvons voir que la malnutrition dans le monde ne va pas se résoudre par une augmentation de la productivité agricole, que ce soit par la perpétuation du modèle actuel ou par l'instauration d'une « nouvelle révolution verte » parsemée d'OGM. Le problème est résolument ancré dans une théorie basée sur le libre-échange total, où le brevetage du vivant (notamment par le biais des OGM) dépossède les paysans d'un savoir faire ancestral et où les firmes transnationales prennent la place des paysans dans un paysage de

¹ Mentionnons à cet égard Via Campesina, Food First, et le International Planning Committee for Food Sovereignty (IPC)

commerce agricole mondial d'exportations spécialisées.²

Or, qui dit exportation dit utilisation de combustibles fossiles par le transport de marchandises.

Faut-il rappeler le rôle de l'agriculture dans la pollution atmosphérique, la pollution des sols (dont la désertification) et la pollution des cours d'eau? Comment peut-on oublier que le réchauffement climatique est dans une phase critique, que partout les signaux crient au rouge? Pendant ce temps, une bonne partie des États du monde (dont le Canada) et des institutions internationales comme l'OMC continuent de prôner un modèle d'agriculture qui irait dans une direction qui augmente le commerce mondial, entraînant une pression à la hausse de la circulation des marchandises d'un bout à l'autre de la planète (rappelons que nos aliments circulent en moyenne 2500 km avant d'arriver à notre assiette (World Watch institute)). Comment oublier que c'est 70% de l'eau qui est polluée par l'industrie agricole³, autant par les engrais et pesticides ajoutés que par les lisiers de porcs (au Québec) qui entraînent cette fameuse eutrophisation des lacs par les cyanobactérie (affectueusement nommées algues bleues)?

À cet égard, les biocarburants utilisés pour réduire les émissions de gaz carbonique pourraient apparaître comme une solution. La preuve, c'est que le Sénat canadien a adopté récemment la loi C-33 qui engage le Canada à inclure 5% d'éthanol dans l'essence d'ici 2010 (et 2% dans le diesel pour 2012). Cependant, cette solution est décriée de toute part et de plus en plus reconnue comme étant une cause majeure face à la crise alimentaire actuelle : « Biofuels have forced global food prices up by 75% - far more than previously estimated - according to a confidential World Bank report obtained by the Guardian. » (The Guardian, juillet 2008)

L'amenuisement des gaz à effet de serre qu'entraînerait cette mesure est minime, (à peine 2% des émissions de GES selon Ressources naturelles Canada) d'autant plus que ce type de production entraîne des contraintes encore plus fortes envers l'environnement : « [...]une étude récente du gouvernement suisse et utilisée comme référence par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), montre que l'ensemble des impacts environnementaux associés à la production et l'utilisation de l'éthanol-maïs pourrait dépasser largement ceux causés par l'exploitation, le raffinage et la combustion du pétrole dans les véhicules. » (Le Soleil, 10 juillet 2008). Le gouvernement canadien aura donc pris une décision qui favorisera la branche économique du « développement durable ».

Comme le rappelle Hubert Reeves en parlant de l'utilisation énergétique : « C'est cette surconsommation qu'il serait nécessaire de réduire pour alléger les contraintes énergétiques qui pèseront de plus en plus lourdement sur notre avenir et pour arriver à un partage plus égal du bien-être mondial. Tout le progrès des techniques énergétiques seront inadéquats si ce but n'est pas d'abord atteint. » (Reeves, 2003 : 69)

Dans ces conditions, il devient essentiel de comprendre que le problème ne concerne pas seulement l'agriculture, mais également la démographie, la souveraineté des peuples et dans une mesure plus large le système industriel lui-même. Les pressions économiques et politiques nuisent à l'équilibre écologique, et les solutions qui promettent une plus grande production de denrées alimentaires sont là pour nous rappeler que ces suggestions sont soumises au chantage des tenants de l'agro-industrie. En prétendant libérer le monde de la faim, les multinationales de cette industrie nous mènent littéralement vers la faim du monde.

² Comme le mentionne Jacques B. Gélinas : « Les causes de la crise alimentaire sont multiples : l'imposture des biocarburants, le scandale de la spéculation sur les denrées alimentaires, les changements climatiques, la hausse de la demande, les ambiguïtés de l'aide alimentaire, etc. Tous ces facteurs sont réels, mais le mal est plus profond. Il est structurel. Il plonge ses racines dans les nouvelles règles du jeu qui régissent le système économique mondial, dit global, depuis le début des années 1980. » (Gélinas, Journal Alternatives, juillet-août 2008).

³ Il s'agit de 20% pour l'industrie et 10% pour usage domestique (Reeves, 2003 : 134)

En entendant nos dirigeants clamer haut et fort qu'il faut continuer d'espérer que le commerce mondial va finalement s'ouvrir aux pays les plus démunis pour aider les pauvres de ce monde, il devient urgent de rester critique face à cette corde sensible qu'exploitent les grands de ce monde pour nous entraîner vers une ouverture des marchés toujours plus grande. Face à cette situation, nous réaffirmons notre volonté d'appuyer les diverses initiatives qui soutiennent un modèle d'alimentation respectueux de la biodiversité, de l'atmosphère, des sols et de ses habitants.⁴ La souveraineté alimentaire ne doit pas sombrer dans une logique mercantile visant à protéger les intérêts agro-industriels du Québec. Il faut continuer d'approfondir ce concept en gardant un esprit de solidarité pour les producteurs d'ici et d'ailleurs, et ce dans un contexte où la survie même de l'humanité est menacée par de sombres nuages qui pointent à l'horizon.

Nicolas Gauthier d'Aliments d'ici
Août 2008

Références

- Bibeau, Jean-Pierre (1997) Introduction à l'économie internationale, Gaëtan Morin Éd., Montréal, 386 pages.
- Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, http://www.icarrd.org/fr/about_conference.html
- Gélinas, Journal Alternatives, (juillet-août 2008), *dossier spécial sur la souveraineté alimentaire* : <http://www.alternatives.ca/article3893.html>.
- Gouvernement du Québec, Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, février 2008.
- Reeves (2003), Mal de Terre, Seuil, Paris, 260 pages.
- Le Soleil, 10 juillet 2008, Quand l'éthanol nous monte à la tête ! (Section point de vue, <http://www.cyberpresse.ca/article/20080710/CPSOLEIL/80703089/7220/CPSOLEIL>)
- Turcotte, Claude, L'OMC a encore échoué, Le Devoir, 30 juillet 2008, <http://www.ledevoir.com/2008/07/30/199667.html>
- Union des consommateurs, <http://www.consommateur.qc.ca>

⁴ Il apparaît intéressant ici de souligner une initiative intéressante dans ce domaine : « Montréal, le 18 avril 2008 – En signant un rapport d'évaluation d'une envergure sans précédent, pas moins de 54 États réunis la semaine dernière à Johannesburg sous l'égide des Nations Unies ont lancé un appel urgent à des changements radicaux des politiques agricoles. Le rapport de 2 000 pages du groupe International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), fruit des quatre ans de travail d'un groupe de 400 scientifiques, conclut sans appel à l'échec des pratiques agricoles industrielles et lance un plaidoyer pour une agriculture plus diversifiée, à plus petite échelle et plus respectueuse de l'humain et de l'environnement. Voilà un constat qui devrait interpeller le ministre Laurent Lessard, croit l'Union des consommateurs. » (Union des consommateurs)